

Service environnement - Services vétérinaires  
22 Avenue Doyen Louis Weil  
38028 Grenoble Cedex 1

Grenoble, le 24/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCEA des PISCICULTURES PETIT**

395 La Voute  
01130 Saint-Germain-De-Joux

Références : DDPP38-2024-04108  
Code AIOT : 0053800415

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement SCEA des PISCICULTURES PETIT implanté 153 chemin du Perchet 38380 Saint-Christophe-sur-Guiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site est soumis à des orages violents de plus en plus fréquents. La foudre a déjà généré d'importantes pannes sur les équipements électriques de l'élevage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA des PISCICULTURES PETIT
- 153 chemin du Perchet 38380 Saint-Christophe-sur-Guiers
- Code AIOT : 0053800415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCEA des piscicultures Petit est connue de l'inspection des installations classées de la DDPP de l'Isère pour la pisciculture d'eau douce qu'elle exploite sur la commune de Saint-Christophe-sur-Guiers. Leur activité d'élevage est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2130 des ICPE pour la production de 100 T de salmonidées par an. Le site emploie actuellement 2 temps plein dont un nouveau responsable de site arrivé sur le poste depuis février 2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Volume d'activité	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 1	Demande d'action corrective	12 mois
4	Surveillance de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 23 (annexe)	Demande d'action corrective	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Forage – margelle bétonnée	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	pH du rejet	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 10.2 (annexe)	Sans objet
3	Qualité du rejet	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 10.5 (annexe)	Sans objet
5	Cours d'eau – débit dérivé	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Sans objet
7	Forage – consommation	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 16.3 (annexe)	Sans objet
8	Stockage des produits	Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 16.5 (annexe)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est bien suivie. Quelques faits contraires aux prescriptions applicables ont été relevés, auxquels l'exploitant est en capacité de remédier rapidement à savoir :

- intégrer le paramètre pH aux analyses annuelles 24 heures,
- colmater les dernières ouvertures au niveau de la margelle de la « pompe du bureau » afin d'atteindre la hauteur minimale requise.

Il est à noter que :

- les index des compteurs pourraient être relevés mensuellement de manière à prendre en compte plus précisément les périodes de fonctionnement « de sécurité »,
- les données de hauteur de nappe relevées pourraient être valorisées et notamment mises en lien avec le débit du Guiers Vif, les saisons et les prélèvements réalisés.

Par ailleurs, l'exploitant devra informer l'inspection des installations classées des perspectives d'évolution de la production de l'établissement vis-à-vis du volume actuellement autorisé ; si l'exploitant souhaite pérenniser la production réalisée en 2022, il est nécessaire qu'il dépose un dossier de porter à connaissance requérant l'augmentation de son seuil de production qui est actuellement fixé à 100 T/an conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation du 10 septembre 2014.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Volume d'activité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Rubrique 2130

**Prescription contrôlée :**

La pisciculture Petit de Saint-Christophe-sur-Guiers est autorisée à produire 100 tonnes de poissons par an (rubrique ICPE n°2130, régime d'autorisation) au maximum.

**Constats :**

**Non-conforme :**

En 2022, la pisciculture a produit 131,2 T de poissons sachant que :

- 73,2 T de poissons restaient dans les bassins de la pisciculture au 1<sup>er</sup> janvier 2022,
- 19,2 T de poissons sont entrées dans la pisciculture,
- 152 T de poissons sont sorties de la pisciculture,
- 71,6 T de poissons restaient dans la pisciculture au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Conforme :**

En 2023, la pisciculture a produit 68,6 T de poissons sachant que :

- 71,6 T de poissons restaient dans les bassins de la pisciculture au 1<sup>er</sup> janvier 2023,
- 28,8 T de poissons sont entrées dans la pisciculture,
- 133,4 T de poissons sont sorties de la pisciculture,
- 35,5 T de poissons restaient dans la pisciculture au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Il est à noter qu'un incident technique arrivé en août 2023 a mené à la perte d'une quantité importante de poissons.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 5 septembre 2024, la pisciculture a produit 13,9 T de poissons sachant que :

- 35,5 T de poissons restaient dans les bassins de la pisciculture au 1<sup>er</sup> janvier 2024,
- 13 T de poissons sont entrées dans la pisciculture,
- 51,4 T de poissons sont sorties de la pisciculture,
- 11 T de poissons restaient dans la pisciculture au 5 septembre 2024.

Le dossier de demande d'augmentation de la production et de mise en place d'un système de filtration/décantation des eaux en sortie de pisciculture n'est pas finalisé pour le moment.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Si l'exploitant souhaite pérenniser la production réalisée en 2022, il est nécessaire qu'il dépose un dossier de porter à connaissance requérant l'augmentation de son seuil de production qui est actuellement fixé à 100 T/an conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation du 10 septembre 2014.

L'exploitant doit, dans un délai de 12 mois à compter de la réception du présent rapport, informer l'inspection des installations classées des perspectives d'évolution de la production de l'établissement vis-à-vis du volume actuellement autorisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites.

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

## N° 2 : pH du rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 10.2 (annexe)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> Le pH et le taux de saturation en oxygène dissous sont mesurés dans le cours d'eau à l'amont et à l'aval de la pisciculture et les résultats sont consignés dans un registre. Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2022 : - les résultats du pH sont majoritairement compris entre 5,5 et 8,5 sauf pour 5 relevés en 2022 et 2023 pour lesquels les relevés amont et aval dépassent 8,5, - le taux de saturation en oxygène dissous est toujours supérieur à 70 %.  Les valeurs hautes du pH ont été discutées avec l'exploitant. Étant donné les valeurs mesurées en amont de la pisciculture dans le Guiers Vif, l'activité de l'élevage n'est pas responsable des dépassements d'autant plus qu'elle a, par nature, une tendance acidifiante. Par ailleurs, l'ammonium et l'ammoniac présents dans l'eau des bassins sont toxiques pour les poissons à un pH supérieur à 8,5. Ce paramètre doit donc être suivi de près par l'exploitant pour le suivi sanitaire de l'élevage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Qualité du rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 10.5 (annexe)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point du rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> , NO <sub>2</sub> <sup>-</sup> , PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup> et DBO <sub>5</sub> ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) : • MES : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg/L ; • NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/L ; sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/L ; • NO <sub>2</sub> <sup>-</sup> : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg/L ; • PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup> : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/L ; • DBO <sub>5</sub> : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg/L.
<b>Constats :</b>  Le Guiers Vif peut être considéré comme un cours d'eau froid sachant que sa température est en moyenne inférieure à 14°C (10 mois sur 12 en 2020).
<b>Conforme :</b> L'ensemble des résultats d'analyses réalisées en 2022, 2023 et 2024 (cf. programme de surveillance des rejets donné au point de contrôle n°4 du présent rapport) mettent en évidence la conformité des rejets de la pisciculture.

**Conforme :**

Le 17 juillet 2024, les rejets du site ont fait l'objet d'un contrôle inopiné par un laboratoire agréé au regard des paramètres pH, température, MES, DBO<sub>5</sub>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup> et NO<sub>2</sub><sup>-</sup> à partir d'échantillons 24 heures prélevés sur les eaux amont et aval de la pisciculture. Les résultats ont été transmis à l'inspection ; ils mettent en évidence la conformité des rejets. Ce contrôle remplace l'analyse annuelle requise pour l'année 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Surveillance de la qualité des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 23 (annexe)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets dans l'eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 10.5 sont ou risquent d'être dépassées.

Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure des paramètres ammonium (NH<sub>4</sub><sup>+</sup>) et du paramètre nitrites (NO<sub>2</sub><sup>-</sup>). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les 15 jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides. [...]

La fréquence des analyses des différents paramètres par un laboratoire agréé est fixée de la façon suivante : [...] à partir de la 2ème année suivant la délivrance de cet arrêté préfectoral : 1 analyse 24h par an.

**Constats :****Conforme :**

Les résultats d'analyse des années 2022, 2023 et 2024 ont été transmis à l'inspection. Le programme de surveillance des rejets est donné ci-après et concerne les prélèvements réalisés à l'amont et l'aval (100 m) de la pisciculture :

Prélèvements et analyses faits par :	Fréquence d'analyse	Type de prélèvement	T°C	pH	MES	NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	NO <sub>2</sub> <sup>-</sup>	PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup>	DBO <sub>5</sub>	DCO
Exploitant	D'octobre à mai : 1 analyse par mois De juin à septembre : 2 analyses par mois	Instantané	X	X		X	X			
2022 : société prestataire non agréée										
Depuis 2023 : - prélèvements faits par l'exploitant - analyses faites par une société prestataire non agréée	2022 : mensuelle 2023 : 8 analyses 2024 : 4 analyses	Instantané	X	X	X	X	X	X		
Société prestataire	Annuelle	24 heures	X	(X)	X	X	X	X	X	X

(X) : le paramètre n'est pas recherché systématiquement

**Non-conforme :**

Le paramètre pH ne fait pas l'objet de recherche à l'occasion des analyses 24h annuelles malgré le fait qu'il fasse souvent l'objet de dépassement (cf. point de contrôle n°3 du présent rapport).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

A partir de 2025, l'exploitant doit faire rechercher annuellement, à partir de prélèvements réalisés sur 24 heures, l'ensemble des paramètres cités à l'article 10.5 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 septembre 2014, et notamment le paramètre pH.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 5 : Cours d'eau – débit dérivé**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement d'eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.

Dans les cours d'eau dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement, toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés. A cette fin, le barrage de dérivation peut être équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture.

**Constats :****Conforme :**

Un ouvrage permettant la continuité écologique (passe à poissons) a été récemment construit au niveau de la prise d'eau de la pisciculture, sur le Guiers Vif. Il est équipé d'une lame réglée par les services de l'état afin de prioriser et de garantir en tout temps le débit réservé dans le cours d'eau, à savoir 470 L/s. L'excédent est déversé dans le canal menant à la pisciculture. Le suivi de la finalisation de l'ouvrage est suivi par les services de l'OFB et de la DDT.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Forage – margelle bétonnée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m <sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. [...]
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, extrait de la demande formulée à l'exploitant dans le rapport d'inspection du 22/06/2021 : <i>« La margelle du forage côté « bureau » ne répond pas aux caractéristiques requises : sa hauteur est inférieure à 30 cm à deux endroits. - Colmater la margelle afin d'atteindre la hauteur minimale requise. »</i>  <b>Non-conforme :</b> Une plaque de métal a été soudée au niveau de la zone concernée mais il demeure certaines ouvertures ne pouvant garantir l'étanchéité de l'ouvrage.  Il est à noter que la margelle n'est pas bétonnée mais constituée d'un tube en métal.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant doit colmater les dernières ouvertures au niveau de la margelle de la « pompe du bureau » afin d'atteindre la hauteur minimale requise.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Forage – consommation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 16.3 (annexe)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cas où la pisciculture serait alimentée en eau à partir d'un forage en nappe, d'un pompage en cours d'eau ou d'une source le cas échéant, l'ouvrage de raccordement devrait être équipé d'un dispositif de dis-connexion muni d'un système de non-retour. L'exploitant devrait mettre en place un compteur d'eau sur la conduite d'alimentation ou disposer d'un système ou d'une méthode d'évaluation des volumes prélevés.  Les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur d'eau ou issu du système ou de la méthode d'évaluation des volumes prélevés à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents.



**Constats :****Conforme :**

Les registres de mise en fonctionnement des forages pour les années 2022, 2023 et 2024 ont été transmis à l'inspection. Ils sont résumés ci-après :

	Pompe	Jours de fonctionnement	Périodes de fonctionnement	Quantité d'eau prélevé par pompe	Quantité d'eau prélevé par an
2022	Pompe du bas	71	juin à septembre	41 760 m <sup>3</sup>	181 596 m <sup>3</sup>
	Pompe du bureau	144	janvier à avril, juin à août et octobre	139 836 m <sup>3</sup>	
2023	Pompe du bas	35	juillet, août et octobre	34 638 m <sup>3</sup>	169 786 m <sup>3</sup>
	Pompe du bureau	151	janvier à mars, juin à décembre	135 148 m <sup>3</sup>	
2024 (jusqu'au 5 septembre)	Pompe du bas	35	juillet à septembre	21 376 m <sup>3</sup>	165 351 m <sup>3</sup>
	Pompe du bureau	140	janvier à avril, juin et juillet à septembre	143 975 m <sup>3</sup>	

Ces registres comportent également les relevés de hauteur de nappe effectués pour chaque forage à chaque démarrage et arrêt des pompes.

Il est à noter que le registre de mise en fonctionnement des forages n'intègre pas les périodes de fonctionnement « de sécurité » déclenchées automatiquement lorsque le canal d'alimentation en eau des bassins piscicoles dépasse une limite basse. Il arrive que les pompes se mettent en marche en dehors des périodes de fonctionnement des pompes indiquées dans le registre.

L'eau des forages est crachée en aérien dans le canal d'alimentation en eau des bassins piscicoles garantissant le non-retour d'eau dans l'ouvrage.

L'exploitant ne dispose pas de registre formalisé d'entretien des forages ou compteurs des forages mais garde et archive les factures et autres bons d'intervention liés aux forages et compteurs.

**Remarques de l'inspection :**

- Les index des compteurs pourraient être relevés mensuellement de manière à prendre en compte plus précisément les périodes de fonctionnement « de sécurité ».
- Les données de hauteur de nappe relevées pourraient être valorisées et notamment mises en lien avec le débit du Guiers Vif, les saisons et les prélèvements réalisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 8 : Stockage des produits

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/09/2014, article 16.5 (annexe)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage.

**Prescription contrôlée :**

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

**Constats :**

Pour mémoire, extrait de la demande formulée à l'exploitant dans le rapport d'inspection du 22/06/2021 :

*« Des bidons de carburant, stockés à proximité du local d'équarrissage réfrigéré, ne sont pas associés à un dispositif de rétention (cuve double paroi ou bac d'un volume au moins égal au volume du plus gros contenant). - Équiper ces bidons d'un dispositif de rétention. »*

**Conforme :**

La réserve de carburant du site a été équipée d'un dispositif de rétention : un bac en béton a été construit pour héberger la cuve simple paroi.

**Type de suites proposées :** Sans suite